

IMPRIMERIE
N°832

PARIS NORMANDIE LE HAVRE

Vendredi 1 février 2019

www.paris-normandie.fr

1,40 €

LILLEBONNE · BOLBEC · PORT-JÉRÔME-SUR-SEINE · MONTIVILLIERS · HONFLEUR · TROUVILLE-SUR-MER · DEAUVILLE



À Monod, dans l'enfer des urgences

Des infirmières aux urgences de l'hôpital Jacques-Monod témoignent de leurs mauvaises conditions de travail. Les bras et les moyens manquent. Les patients sont les premiers à en souffrir. **P. 3**

LUTTE CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX



Allô docteur ?

P. 18-19

SOCIAL

Au Havre, les retraités ont donné de la voix

P. 4-20



PARIS **NORMANDIE**

JEU SPÉCIAL *Saint-Valentin*

DÉCLAREZ *vos* amour
DANS VOTRE QUOTIDIEN

Rendez-vous sur <http://bit.ly/saintvalentin-PN2019>

FOOTBALL - LIGUE 2

HAC - Brest : un duel d'une rare intensité

P. 28-29



Le blues des infirmières

Social. En conflit depuis le 19 janvier, des personnels des urgences adultes du GHH témoignent sur leurs conditions, le relationnel avec les patients, le manque de moyens, les déclarations de la directrice régionale de la santé.

Leurs profils sont similaires. Infirmières depuis cinq et six ans aux urgences adultes du Groupe Hospitalier du Havre, Charlotte et Marjolaine sont considérées parmi les anciennes, comprenez en années d'expérience. « C'est dire le turnover qu'il y a dans ce service où avant il fallait s'inscrire sur une liste d'attente pour espérer y travailler. »

Les jeunes femmes, actives sur la page Facebook « Soutenez les urgences LH », endossent volontiers le rôle de porte-parole de tout un groupe de personnels entrés en conflit avec leur direction depuis le 19 janvier afin d'obtenir davantage de moyens humains, matériels et architecturaux. « Juste pour pouvoir exercer comme on est censé le faire. Alors que cela impacte les patients. »

Certains, parmi ces patients, finissent par prendre la plume. Comme Céline (lire notre édition du 29 janvier) qui écrivait en début de semaine à la direction du GHH pour exprimer à la fois son désarroi et son soutien aux infirmières, aides-soignantes et ASH (agents des services hospitaliers). Dans sa lettre, elle évoque notamment une forme de maltraitance. Les dents grincent, mais les deux agents partagent.

« Si elle l'écrit, c'est qu'elle le ressent tel quel. Il ne faut pas faire cas d'une personne qui aurait agi de la sorte. Oui, il y a de la maltraitance passive des agents. Par absence d'acte, par manque de places, manque de bras. Malheureusement, la maltraitance est parfois active venant, cette fois, des patients. Ils ne comprennent pas nécessairement ce que l'on fait, pourquoi on est débordé. Comment on en est arrivé là... »

« Dix minutes par terre »

Et c'est un bilan alarmant qu'elles dressent. « Oui, plusieurs personnes peuvent attendre quarante minutes en salle d'attente, couchées, avant de pouvoir aller uriner, car nous nous occupons déjà d'une. Oui, on est clairement au-dessus de notre capacité d'accueil quand tous les boxes sont pleins, qu'il y a quinze personnes en attente à l'accueil et que vous en trouvez plein les couloirs. Oui, on manque de moyens et les patients en pâtissent. Comme ce monsieur, lundi, en crise de tétanie qui aura dû, durant dix minutes, rester allongé à même le sol, en salle d'attente, entre les deux portes des toilettes, faute de brancards. Alors non, ce n'est pas pour nous tourner les pouces que nous demandons seize



Dans les couloirs des urgences, les brancards se suivent, par manque de place (photo DR)

équivalents temps plein, du matériel, des locaux adaptés aux flux, alors qu'ils ne le sont que pour 120 passages jours. » Les personnels, dont certains étaient en grève lundi 28 janvier, avancent des pics pouvant aller jusqu'à 200. Pour les agents dont les deux infirmières portent la voix, le manque de temps n'aurait pas que des conséquences directes sur la gestion des arrivées de patients aux services d'urgences adultes. Elles évoquent ainsi des conséquences sur l'hygiène même des salles, du matériel. « Quand les boxes sont pleins, le ménage n'est pas fait, les chariots de soin ne sont pas nettoyés. On a retrouvé des pochons de perfusion périmés depuis six mois. On est censé vé-

rifier le défibrillateur une fois par semaine et l'ensemble une fois par mois. Ce n'est plus le cas... » Pire, toujours selon les deux fonctionnaires de l'hospitalière, le risque sanitaire est latent. « Les brancards déjà rouillés n'ont, pour certains, plus de revêtement plastique, la mousse est apparente. Il nous est arrivé de devoir y percer des abcès. Le risque d'infection nosocomiale pour les patients suivants était réel. On m'a demandé de ne pas réformer ce brancard. C'était hors de question. »

« On s'appelle, on se soutient »

Car, malgré tout, elles gardent leur conscience professionnelle, leur âme de soignantes. Et encaissent, jusqu'à la saturation. « Chaque jour que je prends mon quart, au bout de quelques heures, j'ai la sensation de perdre pied. Parce que trop de pression. Des patients bien sûr. Des médecins pour lesquels il faut faire toujours plus vite, des ambulances qui arrivent les unes après les autres. Des familles qui nous demandent, et c'est légitime, des nouvelles qu'on ne peut pas forcément leur donner. Combien de fois je me suis dit "je m'en fous, je retire ma blouse, je m'en vais, quitte à prendre un blâme". Mais ce métier, on le rapporte chez nous. Heureusement on s'appelle entre collègues, on se soutient. On a déjà eu des burn-out, entendu des propos suicidaires. » Le 28 janvier, certaines étaient donc en grève. Seulement 2,5 % du personnel à 15 heures, selon

la direction. « Un chiffre incompréhensible » pour les infirmières. « On est tenu à un service minimum, mais personne n'avait reçu de feuille d'assignation alors que la grève était déclarée depuis le jeudi précédent. » Malgré tout, elles constatent des avancées. Certainement pas des victoires. « La chose est en marche. Le directeur du GHH a demandé à nous rencontrer de nouveau. Luc Lemonnier nous a reçus. Il dit vouloir faire les choses pour que des fonds soient débloqués, qu'il contactera la ministre de la Santé et qu'il alertera de nouveau Mme Gardel, la directrice de l'ARS. On l'a justement invitée à venir nous voir. »

Une fois de plus, la directrice de l'Agence Régionale de Santé est effectivement dans la ligne de mire des agents, comme ils l'étaient l'été dernier pour ceux de l'hôpital psychiatrique Pierre Janet. Celle-ci a eu beau admettre un « engorgement » aux urgences (lire notre édition du 30 janvier). Elle n'a pas convaincu. « Elle veut notamment développer le 116 117 [N.D.L.R. : le numéro de la médecine de garde]. Vous l'avez déjà appelé ? À 8 heures, on vous indique bien un médecin. À Montivilliers. Au cabinet incendié du centre commercial de la Belle Étoile alors qu'il est, actuellement, hébergé à Octeville-sur-Mer. À 10 heures ? On vous renvoie vers les urgences. »

Charlotte et Marjolaine les accepteront, ces patients. Malgré tout. « On n'a évidemment pas le choix quand d'autres établissements s'autorisent de plus en plus à les refuser... »



Depuis le 19 janvier, elles portent des vêtements noirs sous leur blouse en guise de protestation (photo DR)